



KPMG S.A.
Centre
14 Avenue des Droits de l'Homme
CS 43034
45030 ORLEANS Cedex 1
France

Téléphone : +33 (0)2 38 24 95 60
Télécopie : +33 (0)2 38 24 95 70
Site internet : www.kpmg.fr

Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat du Centre - Val de Loire

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018
Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat du Centre - Val de Loire
28, rue Faubourg Bourgogne - 45000 ORLÉANS
Ce rapport contient 18 pages
Référence : BB - eb

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Echo
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



KPMG S.A.
Centre
14 Avenue des Droits de l'Homme
CS 43034
45030 ORLEANS Cedex 1
France

Téléphone : +33 (0)2 38 24 95 60
Télécopie : +33 (0)2 38 24 95 70
Site internet : www.kpmg.fr

Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat du Centre - Val de Loire

Siège social : 28, rue Faubourg Bourgogne - 45000 ORLÉANS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'assemblée générale de la Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat du Centre - Val de Loire,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat du Centre - Val de Loire relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la chambre à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus

importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne la prise en compte des subventions à recevoir et à reverser aux Chambres départementales dans le cadre des activités normales et courantes exercées par la Chambre régionale consulaire.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la chambre à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la chambre ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le trésorier.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Chambre.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Chambre à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Orléans, le 3 juin 2019

KPMG S.A.
Département de KPMG S.A.



Benoit Blais
Commissaire aux comptes

Bilan consolidé 2018

| BILAN ACTIF | Exercice 2018 | | Exercice 2017 |
|---|---------------------|---------------------|--------------------|
| | Brut | Amortissement | Net |
| ACTIF IMMOBILISE | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | |
| Frais d'établissement | | | |
| Droit au bail | | | |
| Autres | 293 593,04 € | 265 299,37 € | 28 293,67 € |
| Logiciel CF | 8 946,32 € | 8 946,32 € | |
| Avances et acomptes | | | 36 975,18 € |
| Immobilisations corporelles | | | |
| Terrains | | | |
| Aménagements et aménagements de terrains | | | |
| Constructions | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage à caractère pédagogique | | | |
| Autres | 133 181,33 € | 95 432,51 € | 27 748,82 € |
| Immobilisations corporelles en cours | | | 12 356,95 € |
| Avances et acomptes | | | |
| Dépréciation des immobilisations (amortissement pour ordre) | | | |
| Immobilisations financières | | | |
| Participations et autres formes de participation | | | |
| Autres | | | 667,72 € |
| TOTAL I | 425 720,69 € | 369 678,20 € | 56 710,23 € |
| | | | 49 999,85 € |

| BILAN PASSIF | Exercice 2018 | Exercice 2017 |
|---|--------------------|---------------------|
| CAPITAUX PROPRES | | |
| Apports | | |
| Dotation initiale | 300 000,00 € | 300 000,00 € |
| Dons et legs en capital | | |
| Affectation | | |
| Réserves | | |
| Autres réserves (réserves facultatives) | 39 636,74 € | 39 636,74 € |
| Dépréciation de l'actif (à déduire) | | |
| Rapport à nouveau (solde créditeur ou débiteur) CRMA | 110 105,48 € | 249 122,26 € |
| Rapport à nouveau (solde créditeur ou débiteur) Conseil Formation | 288 402,17 € | 188 846,95 € |
| Résultat net de l'exercice (bénéfice ou perte) CRMA | -69 976,68 € | -130 016,78 € |
| Résultat net de l'exercice (bénéfice ou perte) Conseil Formation | -619 113,91 € | 99 595,22 € |
| Subventions d'investissement | 213 463,11 € | 213 463,11 € |
| Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat | -204 500,10 € | -205 840,10 € |
| TOTAL I | 57 016,81 € | 746 767,40 € |

| BILAN PASSIF | Exercice 2018 | Exercice 2017 |
|--|-----------------------|-----------------------|
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | |
| Provisions pour risques | 100 448,03 € | 110 423,41 € |
| Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices | | |
| DETTES | | |
| DETTES FINANCIERES | | |
| Emprunts | | 20 286,48 € |
| Avances de l'Etat et autres collectivités territoriales | | |
| Comptes courants créditeurs | | |
| DETTES D'EXPLOITATION | | |
| Fournisseurs | 1 200 395,32 € | 764 446,70 € |
| Fournisseurs d'immobilisations | | |
| Personnels et comptes rattachés | 84,11 € | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 355 716,90 € | 303 363,57 € |
| Etat et autres collectivités publiques | 24 073,00 € | 19 251,10 € |
| Autres débiteurs CF (Dressiers en attente de règlement) | 833 646,07 € | 252 948,54 € |
| Conseil de la formation - Excédent à reverser au Trésor Public | | |
| REGULARISATIONS | | |
| Produits constatés d'avance | 20 880,00 € | 21 888,46 € |
| TOTAL II | 2 434 797,40 € | 1 382 206,75 € |
| TOTAL GENERAL PASSIF (I+II-III) | 2 592 262,24 € | 2 239 397,59 € |

| BILAN ACTIF | Exercice 2018 | Exercice 2017 |
|---|-----------------------|-----------------------|
| Stocks | | |
| Créances | | |
| Avance sur acquisition immobilisation | | |
| Clients et comptes rattachés | 726 157,38 € | 743 478,90 € |
| Personnel et comptes rattachés | 397,41 € | 0,25 € |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 878 653,34 € | 614 244,90 € |
| Etat et autres collectivités publiques | | |
| Autres débiteurs | | |
| Valeurs mobilières de placement | 5 000,00 € | 5 000,00 € |
| Disponibilités | | |
| Comptes courants CRMA | 395 305,82 € | 252 318,42 € |
| Caisse | 820,00 € | 392,00 € |
| Compte courant Conseil Formation | 502 596,33 € | 541 350,71 € |
| REGULARISATIONS | | |
| Charges constatées d'avance | 26 341,75 € | 32 012,56 € |
| TOTAL II | 2 535 552,03 € | 2 189 397,74 € |
| TOTAL III | | |
| TOTAL IV | | |
| TOTAL GENERAL ACTIF (I+II+III+IV) | 2 592 262,24 € | 2 239 397,59 € |

KPMG S.A.

14 Avenue des Droits de l'Homme
CS 43034

45030 ORLEANS CEDEX 1

Tél. 02 38 24 95 60 - Fax. 02 38 24 95 70

Siret 775 726 417 07365

| Groupe de comptes | Intitulé des comptes | Réalizations 2018 | | | Réalizations 2017 | | | Réalizations 2018 | | |
|-------------------|--|--------------------------------|-------------------|------------------------|------------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|-----------------------------|--|
| | | Budget Rectifié 2018 consolidé | Conseil Formation | Fonctionnement CRMA | Consolidé | Budget propre CRMA | Budget propre CRMA | Conseil Formation | Flux entrants Flux sortants | |
| | PRODUITS D'EXPLOITATION | | | | | | | | | |
| 706-708 | Prestations de services | 1 156 473,20 € | | 1 172 934,80 € | 1 172 934,80 € | 40 345,00 € | | | 1 132 589,80 € | |
| 741 | Subventions d'exploitation - Etat | 222 756,00 € | | 90 006,06 € | 90 006,06 € | 47 843,00 € | | | 41 163,00 € | |
| 744 | Subventions d'exploitation - Collectivités | 608 311,82 € | | 1 344 176,43 € | 1 344 176,43 € | 333 386,70 € | | | 1 210 778,73 € | |
| 748 | Subventions d'exploitation - Autres | 101 304,49 € | | 11 422,24 € | 11 422,24 € | 28 651,57 € | | | | |
| 757 | Taxe pour frais de CRMA- | 6 008 410,00 € | | 6 649 075,00 € | 6 649 075,00 € | 1 646 008,00 € | | | 5 482 440,00 € | |
| 757 | TACFE | 479 373,73 € | | 479 373,00 € | 479 373,00 € | | | | | |
| 757 | Contribution départementale | 1 506 188,03 € | | 785 086,27 € | 785 086,27 € | | | | | |
| 757 | Contribution départementale ME | 151 482,29 € | | 393 757,87 € | 393 757,87 € | | | | | |
| 758 | Autres produits | 86 850,20 € | | 87 915,80 € | 87 915,80 € | | | | 87 915,80 € | |
| 777 | Subventions versées au CR | 68 583,27 € | | 660,00 € | 660,00 € | | | | | |
| 781 | Reprise sur provisions | 124 740,13 € | | 110 423,44 € | 110 423,44 € | | | | | |
| 791 | Transfert de charges | 872 96 € | | 116 363,30 € | 116 363,30 € | | | | | |
| | TOTAL des PRODUITS D'EXPLOITATION | 10 985 972,36 € | | 11 178 844,14 € | 11 178 844,14 € | 1 990 507,85 € | | 1 178 844,14 € | 7 955 704,33 € | |
| | CHARGES D'EXPLOITATION | | | | | | | | | |
| 606 | Achats fournitures | 14 385,42 € | | 15 877,74 € | 15 877,74 € | | | | | |
| 610 | Services extérieurs | 525 430,82 € | | 541 882,22 € | 541 882,22 € | | | | | |
| 620 | Autres services extérieurs | 486 865,98 € | | 483 476,70 € | 483 476,70 € | | | | | |
| 630 | Impôts, taxes et versements assimilés | 0,00 € | | 418,11 € | 418,11 € | | | | | |
| 641 | Rémunération du personnel | 1 722 256,37 € | | 1 958 390,89 € | 1 968 518,61 € | | | | | |
| 645 | Charges sociales | 0 € | | 5 667,89 € | 5 667,89 € | | | | | |
| 641-645 | Congés payés | 0 € | | 12 105,00 € | 12 105,00 € | | | | | |
| 651 | Redevances concets, licences, logiciels | 1 650,70 € | | 6 468,63 € | 6 468,63 € | | | | | |
| 653 | Vacations élus | 74 747,86 € | | 1 948,41 € | 1 948,41 € | | | | | |
| 654 | Créances irrécouvrables | 0,00 € | | 130,00 € | 130,00 € | | | | | |
| 655 | URSSAF Elus | 12 250,41 € | | 19 793,97 € | 19 793,97 € | | | | | |
| 65611 | Reversement CF Gestion des entreprises | 1 427 948,84 € | | 1 658 866,01 € | 1 658 866,01 € | | | | | |
| 65613 | CF Formation des élus | 31 731,00 € | | 13 128,00 € | 13 128,00 € | | | | | |
| 65614 | Formation SPI | 4 000,00 € | | 5 350,00 € | 5 350,00 € | | | | | |
| 657 | Actions de sensibilisation | 975,54 € | | 20 256,29 € | 20 256,29 € | | | | | |
| 65 | Reversement Trésor Public | 0,00 € | | 0,00 € | 0,00 € | | | | | |
| 657 | Elections | 0,00 € | | 0,00 € | 0,00 € | | | | | |
| 657 | Subventions autres | 722 178,04 € | | 1 271 758,73 € | 1 271 758,73 € | | | | | |
| 657 | Subventions CMAD (DA sup.) | 5 458 926,09 € | | 5 452 440,00 € | 5 452 440,00 € | | | | | |
| 65620 | Participation res. Fonct. CMAD | 87 195,20 € | | 88 110,80 € | 88 110,80 € | | | | | |
| 658 | APCMA (ICAP, Fds catastrophe, RM) | 53 400,00 € | | 30 000,00 € | 30 000,00 € | | | | | |
| 6572 | Reversements DEVCO | 124 913,00 € | | 0,00 € | 0,00 € | | | | | |
| 6588 | Autres participations | 37 065,00 € | | 40 896,32 € | 40 896,32 € | | | | | |
| 680 | Dotation aux amortissements/provisions | 205 363,59 € | | 135 644,56 € | 135 644,56 € | | | | | |
| | TOTAL des CHARGES D'EXPLOITATION | 10 090 085,42 € | | 10 121 763,22 € | 11 603 504,68 € | 1 990 507,85 € | | 1 178 844,14 € | 7 955 704,33 € | |
| | RESULTAT D'EXPLOITATION | -84 913,06 € | | -949 119,08 € | -1 424 660,54 € | 0,00 € | | -619 034,21 € | 0,00 € | |
| | Produits financiers | 3 710,36 € | | 1 526,20 € | 1 526,20 € | | | | | |
| | Charges financières | 484,34 € | | 68,10 € | 147,80 € | | | | | |
| | RESULTAT FINANCIER | 3 226,02 € | | 1 458,10 € | 1 378,40 € | 1 458,10 € | | 1 458,10 € | 0,00 € | |
| | RESULTAT COURANT | -41 687,04 € | | -57 956,05 € | -677 069,96 € | -57 956,05 € | | -619 113,91 € | 0,00 € | |
| | Produits exceptionnels | 423 844,27 € | | 18 211,72 € | 18 211,72 € | | | | | |
| | Charges exceptionnelles | 421 618,79 € | | 30 232,35 € | 30 232,35 € | | | | | |
| | RESULTAT EXCEPTIONNEL | 2 225,48 € | | -12 020,63 € | -12 020,63 € | -12 020,63 € | | -12 020,63 € | 0,00 € | |
| | TOTAL des PRODUITS | 11 305 576,59 € | | 11 178 844,14 € | 11 144 794,24 € | 1 990 507,85 € | | 1 178 844,14 € | 7 955 704,33 € | |
| | TOTAL des CHARGES | 11 402 088,95 € | | 10 152 063,67 € | 11 833 884,83 € | 1 990 507,85 € | | 1 797 958,05 € | 7 955 704,33 € | |
| | Résultat | -89 461,56 € | | -689 976,68 € | -689 976,68 € | -689 976,68 € | | -619 113,91 € | 0,00 € | |



Chambre
de **Métiers**
et de l' **Artisanat**

CENTRE-VAL DE LOIRE

Annexe des comptes annuels de
l'exercice clos le
31 décembre 2018

KPMG S.A.
14 Avenue des Droits de l'Homme
CS 43034
45030 ORLEANS CEDEX 1
Tél. 02 38 24 95 60 - Fax. 02 38 24 95 70
Siret 775 726 417 07365

Table des matières

| | | |
|-------|--|----|
| 1 | Faits majeurs | 3 |
| 1.1 | Evènements principaux de l'exercice | 3 |
| 1.2 | Principes, règles et méthodes comptables | 4 |
| 2 | Informations relatives au bilan | 6 |
| 2.1 | Actif | |
| 2.1.1 | Immobilisations incorporelles et corporelles | 6 |
| 2.1.2 | Créances | 8 |
| 2.2 | Passif | 8 |
| 2.2.1 | Variation des fonds propres CRMA | 8 |
| 2.2.2 | Provisions pour risques et charges | 8 |
| 2.2.3 | Dettes financières | 9 |
| 2.2.4 | Autres dettes | 9 |
| 3 | Informations relatives au compte de résultat | 10 |
| 4 | Autres informations | 11 |
| 4.1 | Engagements financiers | 11 |
| 4.2 | Effectif moyen | 11 |
| 4.3 | Engagements pris en matière de retraite | 12 |

KPMG S.A.
14 Avenue des Droits de l'Homme
CS 43034
45030 ORLEANS CEDEX 1
Tél. 02 38 24 95 60 - Fax. 02 38 24 95 70
Siret 775 726 417 07365

1 Faits majeurs

1.1 Evènements principaux de l'exercice

Les faits significatifs survenus au cours de l'exercice 2018 sont les suivants :

- Pour respecter le référentiel comptable du réseau des Chambres de Métiers, les comptes 2018 sont consolidés avec ceux du Conseil de la Formation (CF).

Les comptes du CF sont validés par un comptable public qui assure également les règlements des formations aux demandeurs (artisans ou Chambre de Métiers).

En 2018, la collecte et l'affectation des contributions ont été transférées de la DGFIP à l'ACOSS.

Les contributions ne sont plus versées par douzième au CF mais le sont au fur et à mesure de la collecte. L'ACOSS ayant éprouvé des difficultés à recouvrer ces contributions, le CF s'est trouvé rapidement devant des problèmes de trésorerie. Le CF a fait face à ses engagements en recourant à un prêt de l'Agence du Trésor et à des avances de l'ACOSS, sans pour autant que le comptable public inscrive ces ressources en comptabilité.

Pour 2018, les contributions s'élèvent donc à 1.178.844,14 €, les reversements aux entreprises ou CMAD à 1.697.600,26 €, d'où un déficit de 619.113,91 €.

La CRMA engage des charges pour le fonctionnement du CF, notamment des frais de personnel, frais qui lui sont refacturés.

- La TFCMA est perçue par la CRMA. Le droit additionnel fait l'objet d'une convention signée avec la préfecture de Région. Il a été voté à hauteur de 85% pour 2018. Chaque CMAD ainsi que la CRMA a motivé ses demandes au titre du droit additionnel déplafonné (25%). En fin d'année, chaque demande doit être justifiée.

Les effectifs transmis par la DRFIP font état de 35.175 entreprises dites « classiques » (contre 35.413 en 2017).

Néanmoins, la Région Centre Val de Loire a subi un écrêtement pour la troisième année consécutive, décision unilatérale de l'Etat, sur les reversements de TFCMA réduisant la ressource à 6.649.075€ (sur un calcul théorique supérieur à 7,4 millions d'€).

- Sur cette collecte écrêtée de 6.649.075€, 5.003.067 € ont été reversés aux CMAD dont 30.000 € au titre de la péréquation (CMA18 et 36).
- Une dotation exceptionnelle de 10.000 € a également été attribuée aux CMA18 et 41.
- La CRMA a également reçu, en 2018, au titre de la Taxe pour frais des microentreprises une somme de 479.373 €, somme intégralement reversée aux CMAD au prorata du stock de micro entreprises au 01/01/2017. En raison de la pérennité de ce dispositif, ces mouvements ne sont plus comptabilisés en éléments exceptionnels mais en exploitation.
- Pour la première fois, la convention relative aux actions économiques fixant les financements du Conseil Régional est régionalisée. La CRMA est la seule interlocutrice pour l'ensemble du réseau de la Région Centre Val de Loire. Il en sera de même pour les financements européens (FEDER).

KPMG S.A.

14 Avenue des Droits de l'Homme
CS 43034

CRMAC Annexe aux comptes annuels 2018 - Page 3 sur 12

45030 ORLEANS CEDEX 1
Tél. 02 38 24 95 60 - Fax. 02 38 24 95 70
Siret 775 726 417 07365

- Les subventions perçues par la Chambre régionale et intégralement reversées aux chambres départementales ont été comptabilisées en comptes de produits et de charges. Ces conventions concernent essentiellement :

| | |
|------------------------------|-----------|
| ○ Développeurs Apprentissage | 156.262 € |
| ○ EIT – Région | 12.340 € |
| ○ GPEC - DIRRECTE | 40.000 € |
| ○ Soirée de la Qualification | 25.200 € |

- Personnel
 - Recrutement d'un Secrétaire général en mai 2018
 - Recrutement d'un Web Marketer en novembre 2018
 - Départ à la retraite de l'assistante administrative en février 2018
 - La CRMA compte 34 salariés au 31/12/2018 correspondant à un effectif « réel » de 12,7 Equivalents temps plein du fait des remises à disposition vers les CMAD
 - Mises à disposition des CMAD vers la CRMA
 - CMA d'Eure-et Loir : Directeur économique (40% sur l'année)
 - CMA d'Indre-et-Loire : Secrétaire générale (20% pour la gestion de l'URMA)
 - CMA de Loir-et-Cher : Directrice Formation (50% sur le 1^{er} trimestre et 100% à partir d'avril 2018) dans le cadre de l'URMA
 - CMA du Cher, de l'Indre, du Loir-et-Cher et du Loiret : 10% pour le gestion de dossiers régionaux
 - CMA du Loiret : Chargée des examens Taxi pour la Région (10%)
 - CMA du Loiret : DPO dans le cadre de la RGPD (10% sur le second semestre)

1.2 Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de l'Artisanat et de l'arrêté ministériel daté du 20 décembre 2012 qui fixe les modalités d'application du nouveau référentiel comptable applicable dans tout le réseau des CMA à compter du 1^{er} janvier 2012.

Provision pour Départ à la retraite

La CRMA a comptabilisé une dotation aux provisions pour départ à la retraite, imposée par le nouveau référentiel comptable applicable à l'ensemble du réseau des CMA. Figure en reprise sur provision la dotation 2017.

L'indemnité est égale à 30 points d'indice (actuellement 5,21 €) par année d'ancienneté avec un minimum de dix années et un maximum de trente.

KPMG S.A.
 14 Avenue des Droits de l'Homme
 CS 43034
 45030 ORLEANS CEDEX 1
 Tél. 02 38 24 95 60 - Fax. 02 38 24 95 70
 Siret 775 726 417 07365

Montants inscrits en 2018 :

| | Dotation 2018 | Reprise 2018 (calcul au 31/12/2017) |
|------|---------------|--|
| CRMA | 100.448,03 € | 110.423,44 € |

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

2 Informations relatives au bilan

2.1 Actif

2.1.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations). Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévu de chaque bien :

| | |
|--------------------------------------|---------|
| Immobilisations incorporelles | 3 ans |
| Matériels informatiques : | 3 ans |
| Matériel de bureau : | 3-5 ans |
| Mobilier de bureau : | 10 ans |
| Autres immobilisations corporelles : | 5 ans |

Immobilisations CRMA

| | 31/12/2017 | Entrées | Sorties | 31/12/2018 |
|--------------------------------------|------------|---------|---------|------------|
| <u>Immobilisations Incorporelles</u> | | | | |
| Licences, Mutualisation | 238.138 | 19.888 | 0 | 258.026 |
| Site Internet | 24.587 | 0 | 0 | 24.587 |
| Réseau VPN | 10.980 | | 0 | 10.980 |
| Sous-total | 273.705 | 19.888 | 0 | 293.593 |
| <u>Immobilisations corporelles</u> | | | | |
| Agencements | 6.362 | 0 | 0 | 6.362 |
| Matériel de transport | 1.200 | 15.831 | 0 | 17.031 |
| Matériel de bureau | 756 | 0 | 0 | 756 |
| Matériel informatique | 79.939 | 5.429 | 0 | 85.368 |
| Visioconférence | 3.789 | 0 | 0 | 3.789 |
| Mobilier | 8.209 | 759 | 0 | 8.968 |
| Divers | 907 | 0 | 0 | 907 |
| Immobilisations en cours | 0 | | 0 | 0 |
| Sous-total | 101.162 | 22.019 | 0 | 123.181 |
| Total | 374.867 | 41.907 | 0 | 416.774 |

KPMG S.A.

14 Avenue des Droits de l'Homme
CS 43034

Immobilisations Conseil de la Formation

| | | | | |
|--|-------|---|---|-------|
| <u>Immobilisations Incorporelles</u> Logiciel | 8.946 | 0 | 0 | 8.946 |
|--|-------|---|---|-------|

Amortissements des immobilisations de la CRMA

| | 31/12/2017 | Entrées | Sorties | 31/12/2018 |
|--------------------------------------|------------|---------|---------|------------|
| <u>Immobilisations Incorporelles</u> | | | | |
| Licences, Mutualisation | 217.644 | 18.763 | 0 | 239.407 |
| Site Internet | 19.086 | 6.147 | 0 | 19.086 |
| Réseau VPN | 0 | 3.660 | 0 | 3.660 |
| Sous-total | 236.730 | 28.570 | 0 | 265.300 |
| <u>Immobilisations corporelles</u> | | | | |
| Agencements | 689 | 636 | 0 | 1.325 |
| Matériel de transport | 1.133 | 594 | 0 | 1.827 |
| Matériel de bureau | 609 | 147 | 0 | 756 |
| Matériel informatique | 73.469 | 5.205 | 0 | 78.674 |
| Visioconférence | 3.789 | 0 | 0 | 3.789 |
| Mobilier | 8.209 | 44 | 0 | 8.253 |
| Divers | 907 | 0 | 0 | 907 |
| Immobilisations en cours | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 88.805 | 6.627 | 0 | 95.432 |
| Total | 325.535 | 35.197 | 0 | 360.732 |

KPMG S.A.
14 Avenue des Droits de l'Homme
CS 43034
45030 ORLEANS CEDEX 1
Tél. 02 38 24 95 60 - Fax. 02 38 24 95 61
Siret 775 726 417 07365

Amortissements des Immobilisations du Conseil de la Formation

| | | | | |
|---|-------|---|---|-------|
| Immobilisations Incorporelles Logiciel | 8.946 | 0 | 0 | 8.946 |
|---|-------|---|---|-------|

2.1.2 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Toutes les créances sont exigibles à moins d'un an. Cependant, le délai de paiement des organismes publics, compte tenu des contrôles effectués par différents services, peut dépasser ce délai.

2.2 Passif

2.2.1 Variation des fonds propres consolidé CRMA et Conseil de la Formation

| Libellé | 31/12/2017 | Résultat de l'exercice | Affectation résultat exercice précédent | Subventions de l'exercice 2017 | Quote-part Subventions virées CR | 31/12/2018 |
|-------------------------------|----------------|------------------------|---|--------------------------------|----------------------------------|---------------|
| Dotation initiale | 300.000 | | | | | 300.000 |
| Autres réserves | 39.637 | | | | | 39.637 |
| Report à nouveau | 437.969 | | -39.462 | | | 398.507 |
| Résultat net de l'exercice | -39.462 | -619.114 -69.977 | +39.462 | | | - 689.091 |
| Subvention d'invest. DA supp | 212.463 | | | | | 212.463 |
| Subvention d'invest. Etat | 0 | | | 0 | | |
| Subv. invest. Région virée CR | -203.840 | | | | -660 | -204.500 |
| Subv. Invest. Etat virée CR | 0 | | | | | |
| Capitaux propres | 746.767 | -689.091 | 0 | 0 | -660 | 56.016 |

2.2.2 Provisions pour risques et charges

Aucun litige n'est né dans l'exercice.

KPMG S.A.
14 Avenue des Droits de l'Homme
CS 43034
45030 ORLEANS CEDEX 1
Tél. 02 38 24 95 60 - Fax. 02 38 24 95 70
Siret 775 726 417 07365

2.2.3 Dettes financières

Un emprunt destiné au financement de dépenses informatiques a été contracté auprès de la Banque populaire Val de France :

| | |
|-------------------|-----------|
| ✓ Capital | 120.000 € |
| ✓ Date du contrat | Juin 2015 |
| ✓ Durée | 3 ans |
| ✓ Taux | 1,15% |

Le capital remboursé en 2018 s'élève à 20.288 € et coïncide avec la fin des remboursements.

2.2.4 Autres dettes

Toutes les autres dettes sont exigibles à moins d'un an.

KPMG S.A.
14 Avenue des Droits de l'Homme
CS 43034
45030 ORLEANS CEDEX 1
Tél. 02 38 24 95 60 - Fax. 02 38 24 95 70
Siret 775 726 417 07365

3 Informations relatives au compte de résultat

Détail des charges sur exercices antérieurs : **30.175,50 €**

| | |
|--|------------|
| - Reversement Subvention GPEC 2017 non utilisée | 7.000,00 € |
| - Fonds du CNPF (Formation des salariés) surestimée | 6.024,02 € |
| - Ecart Subvention Région Eco circulaire 2017 | 5.413,30 € |
| - Ecart Subvention Région Soirée Qualification 2017 | 4.561,06 € |
| - Ecart Subvention Région Développeur Apprentissage 2017 | 2.760,89 € |
| - Ecart Subvention Etat DEVECO 2016 | 2.442,00 € |
| - Charges 2017 comptabilisées en 2018 | 1.386,19 € |
| - Remboursement droits inscription Taxi 2017 | 390,00 € |
| - Ecart Subvention Région | 197,79 € |
| - Régularisations Cotisations Formation continue | 0,25 € |

Détail des produits sur exercices antérieurs : **18.181,98 €**

| | |
|---|-------------|
| - Ecart Subventions Région Conventions Eco 2017 | 10.233,19 € |
| - Ecart et Régularisation Subvention Soirée Qualification | 4.561,06 € |
| - Ecart Subvention Etat DEVECO 2016 | 2.442,00 € |
| - Facture non émise en 2017 | 760,92 € |
| - Parts sociales 2017 non comptabilisées | 75,00 € |
| - Chèque 2016 jamais débité | 60,00 € |
| - Régularisations cotisations sociales | 49,81 € |

Détail des provisions

Provision pour départ à la retraite

| 31/12/2017 | Dotations aux Provisions | Reprise sur provisions | 31/12/2018 |
|--------------|--------------------------|------------------------|--------------|
| 110.423,44 € | 100.448,03 € | 110.423,44 € | 100.448,03 € |

KPMG S.A.
 14 Avenue des Droits de l'Homme
 CS 43034
 45030 ORLEANS CEDEX 1
 Tél. 02 38 24 95 60 - Fax. 02 38 24 95 7
 Siret 775 726 417 07365

4 Autres informations

Engagements financiers

| | N | N - 1 |
|----------------------------|-------|-------|
| Engagements donnés | | |
| Avals | | |
| Cautions | | |
| Hypothèques | Néant | |
| Effets escomptés non échus | | |
| Autres | | |
| Engagements reçus | | |
| Avals | | |
| Cautions | | |
| Autres | | |

Effectif (au 31 décembre 2017)

| | Personnel salarié | Dont Personnel mis à disposition vers CMAD totalement ou partiellement |
|-----------------------------------|-------------------|--|
| Cadres | 19 | 14 |
| Agents de maîtrise et Techniciens | 15 | 9 |
| Employés | 0 | 0 |
| Ouvriers | 0 | 0 |
| Total | 34 | 23 |

L'effectif « réel » de la CRMA est de 12,7 équivalents temps plein à la date du 31 décembre 2018.

Les agents des CMAD mis à disposition de la CRMA représentent 2,025 ETP en 2018.

KPMG S.A.
 14 Avenue des Droits de l'Homme
 CS 43034
 45030 ORLEANS CEDEX 1
 Tél. 02 38 24 95 60 - Fax. 02 38 24 95 77
 Siret 775 726 417 07365

Engagements pris en matière de retraite

| Engagements retraite | Provisionné | Non provisionné | Total |
|---|--------------|-----------------|--------------|
| I. D. R. | 110.423,44 € | 0 | 110.423,44 € |
| Engagements de pension à d'anciens dirigeants | 0 | 0 | 0 |
| Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite | 0 | 0 | 0 |

Conformément à l'article 37 des statuts du personnel, une indemnité de fin de carrière proportionnelle à la durée de service est versée aux agents ayant plus de dix ans de présence, égale à trente points d'indice par douze mois de présence limitée à trente ans.

KPMG S.A.
14 Avenue des Droits de l'Homme
CS 43034
45030 ORLEANS CEDEX 1
Tél. 02 38 24 95 60 - Fax. 02 38 24 95 70
Siret 775 726 417 07365